



l'édito

d' **A**lain
Bergounioux

Une contre-évolution écologique

Dans le tumulte de l'actualité, un point n'a pas suffisamment retenu l'attention dans la tenue du Conseil national du parti « Les Républicains », les 13 et 14 février derniers. C'est l'affirmation de Luc Chatel, élu, à cette occasion, nouveau président du parlement du parti, que « *Les Républicains doivent être le parti du principe d'innovation plus que le parti du principe de précaution, le parti du gaz de schiste, le parti des OGM* ».

Bien oubliée, la volonté de Jacques Chirac, en 2005, d'inscrire symboliquement ce principe de précaution dans la Constitution ! Mais, tout aussi occultées les déclarations de Nicolas Sarkozy, dans sa campagne de 2007 : « *Le principe de précaution n'est pas un principe d'inaction. C'est un principe d'action. Le principe de précaution n'est pas un principe d'interdiction. C'est un principe de vigilance et de transparence* » ! Aujourd'hui, la ligne a changé à l'évidence. Et, ce, non parce que cela n'a pas entraîné de débat dans l'Assemblée. Mais, parce que, à côté de Nicolas Sarkozy, François Fillon, sur un mode affirmatif, et Alain Juppé, sur un mode interrogatif (comme souvent...), disent la même chose et veulent revenir sur les décisions de 2005. Nathalie Kosciusko-Morizet a, certes, manifesté, postérieurement, son opposition sur son blog, mais elle est fortement isolée - et ne sait pas si elle trouvera même les parrainages nécessaires pour sa candidature aux élections primaires...

Qu'est-ce qui justifie ce revirement, alors que, quelles que soient les difficultés d'application à venir, l'accord sur la COP 21 montre que les conséquences du réchauffement climatique ont suscité une prise de conscience mondiale et que la crise environnementale est patente dans nombre de pays ? La baisse des prix du pétrole, peut-être. Mais, pour combien de temps ? Et, avec 9 milliards d'habitants en 2050, qui ne voit qu'un nouveau modèle de développement doit s'imposer. Au-delà du débat qui peut paraître symbolique sur le principe de précaution, les affirmations sur les OGM et les gaz de schiste montrent qu'est tenue pour quantité négligeable le fait de produire sans penser aux effets sur l'environnement. C'est aller contre ce que doit être, aujourd'hui, une politique d'avenir. Se préoccuper de la manière dont doivent être produites les richesses - et redistribuées - ne va pas contre la croissance. L'affaiblissement des taux de croissance actuels s'explique bien davantage par la nature des révolutions technologiques en cours. Décidemment, quelles que soient les dimensions des politiques envisagées par la plupart des dirigeants de la droite - en tout cas de ceux qui s'imposent dans leur camp -, elles regardent vers le passé et ne proposent pas des solutions pour demain.

Où en sont les droites ?

Nous reproduisons ici la note présentée par Alain Bergounioux, directeur des Études politiques auprès du Premier secrétaire, aux membres du Bureau national, le 15 février dernier, sur la situation des droites, en France, complétée par les 14 propositions formulées par le président des Républicains, Nicolas Sarkozy, et une analyse du texte d'orientation soumis aux membres du Conseil national de LR.

La préparation de l'élection primaire pour désigner le candidat des « Républicains » et de l'UDI pour l'élection présidentielle commande, évidemment, depuis des mois déjà, et commandera encore plus, la compréhension des positions et des comportements des dirigeants des partis de droite. Elle entraîne, en effet, une forte personnalisation et une surenchère programmatique, quitte à tomber dans la démagogie, comme l'a montré récemment Nicolas Sarkozy avec son « contre choc fiscal », qui creuse les déficits qu'il entend combattre... Mais, avant d'analyser l'actualité, il faut prendre en perspective ce qu'a été l'évolution des droites depuis une trentaine d'années. Car les problèmes de la droite ne tiennent pas qu'à l'élection primaire... les divisions étaient fortes sans elle, pensons à 1988 et 1995 !

Pour comprendre la situation actuelle, il faut partir des années 1980, quand se met en place ce qui s'affirmera de plus en plus comme une tripartition de la vie politique. Le Front national atteint, en effet, d'emblée, 10 % de l'électorat aux élections européennes de 1984 et 14 % à l'élection présidentielle de 1988. Le Front national de ces années n'est pas le Front national d'aujourd'hui - il est alors un parti « bourgeois », faisant ses meilleurs scores dans les quartiers riches des grandes villes, avec un programme ultralibéral (jusqu'à réclamer l'abrogation de l'impôt sur le revenu...), nationaliste et xénophobe. Il a, immédiatement, posé un problème à droite. Qui se sou-

vient que Valéry Giscard d'Estaing avait dit, en mars 1984, que les électeurs du Front national « sont des français comme les autres qui expriment leur mécontentement et leur volonté de voir traiter les problèmes différemment. » ? Plusieurs leaders importants des droites, Charles Pasqua, mais aussi Jean-Claude Gaudin, alors, prônaient une alliance électorale. En 1986, des accords ont été passés entre le RPR-l'UDF avec le FN à l'issue

des élections régionales - ce qui permit l'élection d'un président de droite dans cinq conseils régionaux. D'autres dirigeants refusèrent cette perspective, au centre, avec le Centre des Démocrates Sociaux, et avec des personnalités comme Raymond Barre ou Simone Veil. La question des alliances possibles a divisé la droite et la divise encore. Le processus de « triangulation » avec

La question des alliances possibles a divisé la droite et la divise encore. Le processus de « triangulation » avec une partie des thèmes du Front national, particulièrement sur la sécurité et l'immigration, n'a pas attendu Nicolas Sarkozy, qui l'a porté, il est vrai à un haut niveau en 2007 et en 2012.

une partie des thèmes du Front national, particulièrement sur la sécurité et l'immigration, n'a pas attendu Nicolas Sarkozy, qui l'a porté, il est vrai à un haut niveau en 2007 et en 2012.

Mais, un autre fait majeur s'est produit dans ces années 1984-1988. Le RPR, qui avait succédé à l'UDR, sous la conduite de Jacques Chirac - avec Edouard Balladur et Alain Juppé... - a abandonné peu ou prou son référentiel gaulliste dans son idéologie - même si un courant se voulant fidèle au gaullisme s'est maintenu jusqu'en 2002, avec Charles Pasqua et Philippe Seguin. Mais, la majorité du RPR a adopté une perspective libérale,

pour toutes les questions économiques et sociales, acceptant, en même temps, les principes de la construction européenne - bien loin de l'appel de Cochin !. Ce rapprochement idéologique s'est fait dans le sens de l'UDF giscardienne - ce qui a permis à VGE d'affirmer qu'il n'y avait plus désormais de différence idéologique à droite. La plateforme commune RPR-UDF de 1986 prévoyait, entre autres, le recul de l'âge de la retraite, la réduction du nombre des fonctionnaires, la suppression de l'ISF, des coupes importantes dans les dépenses publiques, etc...

Elle peut se relire, aujourd'hui, et on croirait voir les propositions qu'égrènent les livres des candidats à la primaire... Il y a certes eu des inflexions depuis trente ans - le plus souvent tactiques, comme Jacques Chirac pour contrer Edouard Balladur - avec le temps de la « fracture sociale » !. Mais, elles n'ont pas duré. Mai 1995 est suivi de décembre 1995... Il est frappant, aujourd'hui, de constater que c'est le « gaullo-seguiniste » d'origine, François Fillon qui prône un « choc libéral » et qui a le programme le plus « dur » de tous les candidats - du moins jusqu'à aujourd'hui. Les différences, alors et encore, ont tendu à se marquer beaucoup plus sur les questions de société, l'immigration, les droits des minorités, la laïcité et les religions... que sur les questions économiques. L'idée d'une « confédération » RPR-UDF fut émise, pour la première fois, par Edouard Balladur. L'UMP, en 2002, en fut la « concrétisation ». L'unification n'est, certes, pas complète, François Bayrou l'a refusée, et l'UDI demeure. Mais, une vulgate idéologique économique s'est imposée, déroutant, malgré tout, des fractions de l'électorat. Les rivalités d'ambition, toujours fortes, sont apparues davantage pour ce qu'elles sont, ne portant pas des projets vraiment différents pour les dimensions essentielles. Il est, donc, compréhensible que la question stratégique, le rapport au Front national, qui a crû en importance depuis lors et a muté, est devenue la principale cause de division. Mais, ce qui tend désormais, à caractériser la vie politique quoti-

Ce qui tend désormais, à caractériser la vie politique quotidienne à droite, c'est la concurrence, les transactions et les variations sur une gamme programmatique à peu près commune dans les matières économiques et sociales.

dienne à droite, c'est la concurrence, les transactions et les variations sur une gamme programmatique à peu près commune dans les matières économiques et sociales.

Cela fournit un cadre d'analyse pour aider à appréhender les rivalités actuelles. Comment comprendre la domination d'Alain Juppé dans les sondages et le faible score de Nicolas Sarkozy qui avait pensé, en prenant le parti - où il a, d'ailleurs, consolidé sa domination en faisant récemment élire des secrétaires départementaux le plus souvent sarkozistes dans les fédérations -, asseoir une influence prépondérante ? L'ancien Président a, de fait, sous-estimé l'ampleur du rejet qu'il suscite. C'était clair, déjà, pour l'électorat de gauche et l'électorat centriste, mais ce rejet touche également des parts de l'électorat de droite - même si

le cœur des militants et des sympathisants de LR demeure encore acquis à Nicolas Sarkozy. Il faut voir que tous les candidats, à côté d'Alain Juppé, François Fillon, Bruno Le Maire, Nathalie Kosciusko-Morizet, Hervé Mariton, même Nadine Morano, critiquent l'ancien Président. Alain Juppé profite de cette rente de situation. Mais, pas seu-

lement. Toutes les études, en effet, indiquent que l'électorat de la primaire sera majoritairement âgé - avec une prépondérance des retraités -, éduqué, intéressé à la politique. Les désavantages d'Alain Juppé, qui n'incarne pas le renouvellement, sont moins graves dans cet électorat. Et, ce qui lui est reproché par le cœur des militants, trop de complaisance vis-à-vis du centre, sur laquelle Nicolas Sarkozy ne cesse d'insister, correspond ainsi à ce que voulait être l'UMP, unir la droite et le centre - exigence forte dans une situation de tripartition électorale où l'efficacité prime. Trois éléments favorables pour Alain Juppé qui pourraient toutefois être remis en cause, si Nicolas Sarkozy était empêché de se présenter - c'est bien ce qu'espère François Fillon ! -, alors sa candidature n'aurait plus la même nécessité.

C'est là qu'il faut revenir sur les dernières élections régionales. Nicolas Sarkozy, en effet, a com-

mis une faute politique. En poursuivant sa ligne du *ni-ni*, il n'a pas vu que dans l'électorat même de LR - malgré des porosités réelles sur les thèmes de l'immigration et de la sécurité, de l'hostilité à l'Islam - une conscience a été prise - plus nette qu'il y a quelques années, mais qui avait été déjà visible dans les élections départementales - que le Front national était plus qu'un adversaire et pouvait être un ennemi. Le programme économique inquiétant et flou de ce parti - dans un pays tétanisé par la crise économique - nourri la défiance. Et, la manière dont Nicolas Sarkozy a méprisé les choix de Xavier Bertrand et de Christian Estrosi a été mal jugée par une part importante de l'électorat même de LR. Le Front national, lui, a compris la portée de ce phénomène. Les réflexions stratégiques qu'il a menées, les 5-6-7 février derniers, le montrent.

Mais, pris dans ses contradictions, n'osant remettre en cause ses fondamentaux contre l'Union européenne et ne pouvant trancher entre la ligne « étatiste » et « libérale », il a décidé *a minima* de s'adresser, en priorité, à l'électorat des petits patrons et des travailleurs indépendants, en le ciblant par des mesures libérales (baisse des charges...), pour faire oublier sa politique économique d'ensemble. Il est trop tôt pour savoir si cela sera efficace. Mais, il est clair que, pour les droites, le problème de l'attitude à avoir vis-à-vis du Front national va se poser à frais nouveaux.

Les jeux ne sont évidemment pas faits - des événements nouveaux peuvent remettre en cause les tendances à l'œuvre, aujourd'hui. Les élections primaires - dont toutes les dimensions n'ont pas été analysées en 2011 - montrent que si le parti les organise, il ne les fait pas. Caractéristique a été le déroulement du Conseil national de LR, ce week-end (ndlr : les 13 et 14 février derniers). Nicolas Sarkozy tente de tirer parti de toutes les ressources de la présidence du parti - y compris

les choix pour les investitures législatives annoncées en juin - date évidemment contestée par ses concurrents. Mais, l'absence de ses principaux concurrents pendant son discours, et leur refus d'accepter pour solde de tout compte la ligne qu'il veut imposer dans un texte proposé aux militants, traduit la dureté de l'affrontement qui se noue actuellement. L'essentiel se joue dans l'opinion et, tout particulièrement, dans l'électorat susceptible de voter - mais qui est aussi influencé par les mouvements de la grande opinion. Et, là, au-delà de l'opposition actuelle entre les personnalités, deux visions stratégiques principales s'opposent. D'une part, celle de Nicolas Sarkozy qui fait le pari de la droitisation accentuée de

Deux visions stratégiques principales s'opposent. D'une part, celle de Nicolas Sarkozy qui fait le pari de la droitisation accentuée de l'électorat, amenant, par là-même, à tutoyer le Front national - ligne que radicalise Laurent Wauquiez avec le plus de force, attaquant directement même les Français naturalisés. D'autre part, la vision privilégiée par Alain Juppé, qui conduit à occuper une position centrale.

l'électorat, amenant, par là-même, à tutoyer le Front national - ligne que radicalise Laurent Wauquiez avec le plus de force, attaquant directement même les Français naturalisés. D'autre part, la vision privilégiée par Alain Juppé, qui conduit à occuper une position centrale. Cela explique, aussi, les hésitations du Centre. Celui de François Bayrou, candidat dans le premier cas de figure, mais pas dans le second. Celui de l'UDI, compliqué par les

oppositions de personnes, entre Hervé Morin et Jean-Christophe Lagarde, le premier désireux de rallier Alain Juppé, immédiatement, sans que le centre ait un candidat, le second, prêt à l'être, avec l'appui de Nicolas Sarkozy, pour prendre des voix à Alain Juppé... mais risquant alors de compromettre la ligne centriste.

Ces éléments d'analyse montrent qu'une victoire de LR n'est pas assurée. Et, il n'est pas évident que le vainqueur de la primaire, quel qu'il soit, ne doive pas affronter un autre candidat. Les contradictions internes ne sont pas résolues ! « Les Républicains » connaissent une rétraction de leur influence électorale, mais, il ne faut pas oublier que leur force a été, cependant, et peut encore être de bénéficier de voix de gauche face au FN - sans que la réciprocité ne soit vraie. Il est donc

clair que les socialistes doivent sortir de leurs seuls débats internes pour occuper le terrain de l'intérêt général. Ils doivent, en même temps, mener une critique d'ensemble des propositions économiques et sociales communes à tous les candidats de la primaire, à droite. Car, leurs choix ne prennent pas en compte les problèmes d'avenir du pays, ils constituent, plutôt, un retour vers le passé.

Les programmes de 1986-1988 peuvent être comparés, presque terme à terme, avec ceux de

2016-2017 ! Symbole supplémentaire : à Yvon Gattaz, patron du CNPF, a succédé Pierre Gattaz, au MEDEF ! Il n'y a que le sigle qui change, les revendications sont les mêmes. Les socialistes sont, donc, face à un problème stratégique et à une question programmatique.

Alain BERGOUNIOUX
Directeur des Études politiques
auprès du Premier secrétaire

Les 14 propositions de Nicolas Sarkozy

À neuf mois de la primaire de novembre, à laquelle il n'est pas encore candidat, Nicolas Sarkozy a tracé les grandes lignes d'un projet qui l'« engage et engage la direction » du parti. Nous reproduisons ici le texte des propositions qu'il a soumis aux membres de LR réunis en Conseil national, les 13 et 14 février derniers.

Chose promise, chose due. En ouvrant, samedi matin, les travaux du nouveau Conseil national réuni à la Porte de Versailles pour deux jours, Nicolas Sarkozy avait promis de présenter, dimanche, un texte qui l'engageait en qualité de président des Républicains, mais également au nom de la direction de notre mouvement, sur les orientations philosophiques, politiques de notre formation politique et sur la stratégie à mettre en place pour les appliquer.

Nicolas Sarkozy souhaite qu'à travers ce texte se poursuive dans toutes les fédérations et avec tous les militants Les Républicains de France un débat entamé ce week-end puis un vote sur un « projet collectif » et sur une stratégie.

Toutes les prises de parole des conseillers nationaux, samedi, ainsi que leurs questions ont démontré un besoin de clarification sur l'ensemble des sujets qui préoccupent les Français, que cela soit dans leur quotidien comme sur les grands sujets de la nation.

« Les Français attendent de la clarté, au-delà des postures, des calculs, des arrière-pensées. Cela vaut pour la déchéance de nationalité comme sur tant d'autres sujets majeurs pour notre pays. La seule préoccupation qui doit nous guider est celle de l'intérêt de la France. Tout le reste doit passer au second plan », confiait Nicolas Sarkozy convaincu « que c'est en restant fidèle à notre histoire et à notre identité que nous réussirons à inventer l'avenir ». Et que c'est « en puisant dans ce qui a fait le génie français que nous trouverons les solutions pour répondre aux enjeux d'aujourd'hui et de demain. C'est la seule voie pour redonner espoir et

confiance aux Français », estime Nicolas Sarkozy définissant une « grande ambition : la Renaissance de la France ».

Cette ambition passe par le partage d'un acte de foi autour de ce que Nicolas Sarkozy définit comme 14 « points cardinaux », 14 convictions.

Première d'entr'elles, celle d'une « France une et indivisible ». « Quelles que soient la souplesse et la liberté que nous devons donner à chacun, il n'y a qu'une seule politique sur le territoire de la République française. Il n'y a qu'une seule langue officielle, la langue française. La France n'est pas un Etat fédéral et les Républicains sont le parti de la Nation française », estime Nicolas Sarkozy.

Seconde conviction, celle de l'attachement des Républicains à « l'autorité de l'État, un État qui encourage, qui protège, qui facilite, plutôt qu'un État qui empêche, qui contraint, qui paralyse. Les Républicains croient dans la liberté d'entreprendre, la responsabilité, la confiance et non la défiance. Ils veulent tourner le dos à la suspicion, au nivellement, à l'égalitarisme, à la bureaucratie qui paralyse tout ».

Troisième conviction qui sera, comme tous autres, soumis aux débats et aux votes des militants dans toutes les fédérations, celle de l'entreprise et du travail qui « doivent être le cœur de toutes politiques économiques ». « Les Républicains refusent le partage du travail et les 35 H et veulent refonder notre modèle social en faisant de l'entreprise le lieu principal du dialogue social ».

Parce que « la France ne peut plus continuer à être championne du chômage en Europe », Nicolas Sarkozy ambitionne de « remettre l'économie Française à la première place de notre continent ». Ce qui inclut, « choix politique majeur », une « baisse franche et simultanée des impôts et des dépenses publiques , dès l'été 2017 ».

La quatrième conviction que doivent porter les Républicains concerne la modernité, « déterminant essentiel de notre projet ». Croyant au génie français, Nicolas Sarkozy plaide pour que l'innovation soit une priorité de chaque instant. « Dans cet esprit, le principe de responsabilité doit remplacer le principe de précaution », ajuste-t-il.

Cinquième conviction, celle sur la grandeur de la France. Comme il l'avait expliqué la veille, Nicolas Sarkozy croit au « message universel de la France et à son rôle sur la scène internationale ». Une grandeur de la France qui « nous oblige à assumer le coût de notre puissance militaire et de notre réseau diplomatique ».

« Renoncer à une ambition internationale serait renoncer à l'identité française », résume Nicolas Sarkozy qui, sur les frontières européennes, sixième conviction, ne peut pas accepter « que soit déléguée une partie de la souveraineté nationale sans garantie que les intérêts de la France seront respectés et défendus ».

La septième conviction porte sur la politique d'immigration de la France. « Les Républicains souhaitent que la France continue d'être fidèle à son histoire d'ouverture et d'accueil de tous ceux qui sont opprimés pour leurs opinions, mais ils exigent que cela se fasse dans le respect de notre identité nationale. Ce qui signifie que le nombre d'immigrés accueillis soit conforme à nos possibilités en termes d'emplois, de logements et d'équilibre budgétaire », souligne Nicolas Sarkozy, précisant que « les racines chrétiennes de la France ne sont pas un obstacle à l'assimilation mais à l'inverse nous entendons qu'elles ne soient pas victimes d'une immigration sans limite ou d'un communautarisme qui n'a pas sa place au cœur de la République ».

Autre conviction (8) que Nicolas Sarkozy souhaite faire partager dans le socle du projet politique des Républicains, l'attachement à la culture, « part essentielle de notre identité. La culture est une réponse à la crise. Nous croyons à notre identité. Nous refusons qu'elle soit bradée. Nous affirmons que les biens culturels sont des biens de première nécessité. Il en va du rayonnement de la France et de son génie dans le monde comme mère des arts, patrie des artistes et des créateurs », souligne Nicolas Sarkozy.

La neuvième conviction porte sur la solidarité, rôle de l'Etat. Mais « cette solidarité ne peut être sans

contrepartie, sans effort, sans investissement personnel. Il doit y avoir une différence marquée de revenus entre celui qui travaille et celui qui reste sans activité. Les Républicains réfutent la philosophie de l'assistanat et de la déresponsabilisation », souligne Nicolas Sarkozy, précisant : « pas d'allocation sans engagement de rendre à la collectivité par son travail une partie de ce qu'elle vous a donnée »

Concernant l'école (10), « Les Républicains croient dans l'école de la République fondée sur l'excellence, l'exigence et la transmission d'un savoir, d'une culture et d'une langue. Ils croient dans l'autorité, dans la récompense, dans l'effort, dans le respect qui est dû aux maîtres, dans la lutte contre l'absentéisme scolaire qui doit être sanctionné », note Nicolas Sarkozy, rappelant que « Les Républicains croient dans le modèle méritocratique où seul le travail, l'effort, le mérite comptent ».

Concernant la laïcité, **onzième conviction**, le message des Républicains est clair : « Les Républicains croient dans la laïcité. Il n'y a pas de fatalité à ce que les valeurs de la République continuent de reculer. Ils refusent toutes les formes de communautarismes. Ils exigent que soit préservée la neutralité religieuse dans les administrations, les Universités, les lycées, les collèges, les écoles publiques et même encadrée dans les entreprises ». Et Nicolas Sarkozy de préciser que « Les Républicains refusent la stigmatisation des religions. Leur adversaire unique c'est l'extrémisme, la radicalité, l'intégrisme. Rien ne peut justifier la plus petite expression d'une rupture de l'égalité entre la femme et l'homme sur le territoire de la République française ».

Sur la politique pénale, **douzième conviction**, « la République, ce n'est pas la culture du laxisme, du désarmement pénal et moral », relève Nicolas Sarkozy soulignant que « Les Républicains croient à la vertu de la sanction et dans l'exécution réelle de la peine pour protéger la société et les victimes ». Parmi les mesures que doivent défendre Les Républicains, Nicolas Sarkozy cite des « priorités incontournables » comme le rétablissement des peines planchers, la construction « d'un nombre important » de places de prison. Et rappelle que la politique pénale est de « la responsabilité de la majorité sortie des urnes ».

Treizième conviction énoncée par Nicolas Sarkozy, Les Républicains défendent une « politique familiale ambitieuse. Ils refusent la fiscalisation des allocations familiales tout comme la fin de leur universalité. Ils rejettent la remise en cause permanente du quotient familial », détaille Nicolas Sarkozy qui affirme la position des Républicains opposée à la gestion pour autrui (GPA) pour les couples hétérosexuels comme homosexuels

Enfin, **quatorzième conviction**, celle concernant

notre agriculture et notre ruralité qui ont fait l'objet d'une convention spécifique voilà quinze jours. « Les Républicains refusent la désertification, l'abandon de la ruralité, le déclin de notre agriculture. Ils affirment le principe juste d'un euro pour la ville et d'un euro pour la ruralité. Ils s'engagent sur un plan « Marshall » pour la ruralité au même titre que l'effort conduit dans nos banlieues ».

Si ces quatorze convictions -qui seront soumises aux débats, votes et amendements des militants d'ici la mi-mars avant une grande consultation finale programmée en avril- représentent le socle du corpus idéologique des Républicains, Nicolas Sarkozy a également présenté 7 « orientations stratégiques » qui seront également à valider par toute la famille politique.

Parmi ces 7 orientations : « tout dire avant le grand rendez-vous de 2017 pour tout faire après, la seule stratégie possible pour être à la hauteur des défis qui attendent la France. Ce qui ne sera pas dit avant l'alternance ne pourra pas être mis en œuvre après », estime Nicolas Sarkozy.

Si les primaires seront ouvertes à tous ceux qui veulent partager nos valeurs et s'engagent à les respecter, « Les Républicains ont vocation à définir et à porter un projet collectif ambitieux... qui engagera notre mouvement et chacun de ses membres », souligne Nicolas Sarkozy.

Dans la stratégie qu'il propose de faire adopter à notre famille politique, Nicolas Sarkozy souhaite que « Les Républicains constituent la grande formation politique de la droite républicaine et du centre qui leur permet de combattre tout à la fois les choix de la gauche et ceux du Front National. Quand on est fort, on n'a pas peur de rassembler », estime Nicolas Sarkozy qui a rappelé avec force que « Les

Républicains refusent tout accord local, départemental, régional, national, avec le Front National. Et affirment la totale incompatibilité avec sa politique économique, européenne, sociale et sociétale ».

Combattant la gauche, son idéologie comme son projet, Nicolas Sarkozy propose également que soit inscrit dans une loi d'airain que Les Républicains « refusent toutes formes de Front Républicain ou de grande coalition qui conduirait à la confusion en ouvrant un espace immense aux extrêmes. La France a besoin de choix clairs face aux grands défis qui sont les siens », ajuste Nicolas Sarkozy qui plaide pour l'organisation de référendum afin de redonner la parole « au peuple souverain à chaque fois qu'un blocage risque de paralyser la société française, la parole doit être redonnée au peuple souverain ».

En concluant les travaux de ce Conseil National, Nicolas Sarkozy a précisé que ce texte serait envoyé, dès lundi, à tous les comités départementaux pour que ce texte soit, avant la mi-mars « complété, amendé, corrigé au plus proche de nos territoires ». Avant que fin mars le Bureau politique adopte et amende, le cas échéant, ce texte avant une consultation des militants en avril.

« Je veux que Les Républicains soient l'exemple d'une vie démocratique riche, responsable. Que vous ayez la fierté d'être membre des Républicains. Et si chacun, dans la famille, se sent respecté, alors c'est 66 millions de Français qui, après un pouvoir qui nous aura tant menti, aura ce sentiment d'être respecté par l'opposition ».

http://www.republicains.fr/actualites_conseil_national_nicolas_sarkozy_14_points_ligne_politique_republicains_20160214

Une feuille de route très à droite

Le texte d'orientation présenté, sous forme de 14 convictions et de 7 axes stratégiques, par Nicolas Sarkozy au Conseil national du 14 février dernier sera soumis aux militants et aux fédérations de LR, en vue d'une adoption au printemps prochain. Il s'agit ainsi pour le président de LR de se démarquer de l'idée selon laquelle les primaires ouvertes seraient le moment privilégié pour arrêter le choix du projet politique. L'option tactique de Nicolas Sarkozy est limpide.

Un récit politique conforme à sa dernière campagne présidentielle.

A travers ce texte, il décline ses repères habituels. Tout d'abord, il rejette « *l'égalitarisme* » qu'il oppose à une République « *une et indivisible* ». La devise républicaine « Liberté, égalité, fraternité » n'est jamais citée dans le document. L'égalité des droits, qui fait l'authenticité du message républicain, ne figure pas au cœur du projet énoncé.

La deuxième conviction concerne le rejet des 35 heures, et plus généralement du « *partage du travail* ». Il s'agit, une nouvelle fois, de critiquer les 35 heures et de refuser la réduction du temps de travail comme un instrument de lutte contre le chômage. C'est un thème récurrent de la droite depuis près de vingt ans, un temps dissimulé par le slogan « *travailler plus pour gagner plus* ».

Nicolas Sarkozy revient également sur l'indispensable, selon lui, « *baisse des dépenses publiques* » et, singulièrement, des tranches supérieures de l'impôt sur le revenu. Cette politique aurait pourtant trois conséquences : laisser filer les déficits, ce que nous avons

connu de 2007 à 2012, renforcer l'injustice fiscale et, surtout, prendre le risque du plongeon déflationniste, risque réel, mais jamais évoqué dans le document.

Le texte réaffirme également l'abandon du principe « *de précaution* », au profit de celui de « *responsabilité* ». Nous ne sommes pas très loin de la formule célèbre « *l'environnement ça commence à bien faire* » émise lors d'une visite au Salon de l'Agriculture.

Nicolas Sarkozy prône à nouveau la notion de « *frontières* », ce qui contredit explicitement l'espace Schengen. Nous avons affaire à un vrai clin d'œil en direction de tous les partisans du repli nationaliste, au sein de l'Europe.

Le rejet de « l'assistanat » figure une nouvelle fois en bonne place.

Ce concept s'oppose directement aux notions de protection sociale, de solidarité et d'exercice de droits sociaux acquis sur des cotisations et une forme de salaire différé.

Il vise à dénigrer et à stigmatiser, pour mieux démolir le modèle social, jugé par toute la droite comme un obstacle, alors qu'il s'agit d'une chance pour la réussite et la confiance.

Le texte précise une nouvelle fois que « *les racines chrétiennes de la France ne sont pas un obstacle à l'assimilation* ». Cette double proclamation contredit la onzième « conviction » développée dans le texte et relative au refus de toute stigmatisation, même en creux, des religions. Elle contredit l'esprit même de la laïcité fondée sur le jugement

critique et l'égalité des droits, la séparation des églises et de l'État, la liberté de conscience, et donc, la liberté religieuse dans les limites de l'ordre public, sans préférence aucune. Plus grave, cette formule oppose clairement assimilation à intégration. Il y a là un refus net face à toute prise en compte des apports culturels et de leur dépassement, qui a pourtant fait et continue de faire la richesse et l'unité de la France. La République laïque, c'est aussi le respect dans la diversité des cultures et des pensées, et non l'alignement au nom d'une identité figée et immuable.

Le rejet de « l'assistanat » figure une nouvelle fois en bonne place. Ce concept s'oppose directement aux notions de protection sociale, de solidarité et d'exercice de droits sociaux acquis sur des cotisations et une forme de salaire différé. Il vise à dénigrer et à stigmatiser, pour mieux démolir le modèle social, jugé par toute la droite comme un obstacle, alors qu'il s'agit d'une chance pour la réussite et la confiance.

Le modèle « méritocratique » pour l'école renvoie à une conception datée et quelque peu dépassée de l'éducation. Il permet surtout de s'affranchir de toute référence à l'égalité des chances tout au long de la vie et au développement de la formation continue, seule façon de conjurer les mécanismes de reproduction sociale.

Nicolas Sarkozy, dans sa douzième conviction, préconise le rétablissement des « *peines plancher* » et le développement du tout carcéral. Cette option s'oppose frontalement à la pratique d'individualisation des peines et cantonne le juge dans un rôle mécanique. Toujours cette défiance vis à vis de l'autorité judiciaire.

La défense du quotient familial confirme une aversion marquée pour toute démarche progressive au service d'une protection sociale plus justement financée et répartie.

La référence réitérée à un « plan Marshall » pour l'agriculture percute directement l'idée d'une baisse de 100 milliards de dépenses publiques, dans les cinq ans à venir. Quant au slogan « *d'un euro pour la ruralité* » et « *d'un euro pour la ville* », il renvoie à une forme d'opposition exacerbée entre ruraux et citadins qui ne règle rien, ni dans les déserts ruraux ni dans les banlieues, surtout si l'on revendique une baisse drastique des dépenses publiques, et donc, un recul des services publics.

La stratégie du « ni ni » théorisée. D'un point de vue stratégique, le texte présenté par l'ancien Chef de l'Etat développe quatre axes principaux :

- d'abord, la priorité au projet collectif de LR vise à encadrer strictement l'activité et les marges de manœuvre des candidats plus ou moins déclarés aux primaires prévues en novembre prochain. D'où l'absence remarquée, lors de l'allocution finale de Nicolas Sarkozy, d'Alain Juppé, de François Fillon, de Bruno Le Maire et l'annonce, le même jour, d'une nouvelle candidature : celle de Jean-François Copé. Le calcul est simple : à quoi bon présenter plusieurs candidatures, puisque tout le monde est

d'accord, que les militants ont tranché et que le plus expérimenté, pour la fonction de chef de l'Etat, reste celui qui a été battu de justesse en 2012 ?

- le désaveu du FN porte désormais exclusivement sur les enjeux européens économiques et monétaires. Sur le plan politique les références à l'« assimilation » contre l'intégration, aux « frontières » contre Schengen réduisent les différences.

- la réaffirmation stratégique du *ni-ni*, c'est-à-dire le refus de choisir lors d'un deuxième tour de scrutin entre des représentants des partis républicains et de l'extrême droite. Cette formule sonne comme un désaveu de Xavier Bertrand, Christian Estrosi, Nathalie Kosciusko-Morizet et, par ricochet, d'Alain Juppé. Elle confirme l'incapacité à distinguer entre élan républicain et appel au nationalisme xénophobe.

- enfin, la référence à « l'organisation de référendum » vise à opposer « le peuple souverain » à l'exercice de la souveraineté nationale par ses représentants comme l'affirme pourtant la Constitution de la V^e République. Le Président

Identité nationale, recul de l'Etat providence, contournement assumé des médiations démocratiques et clin d'œil aux approches nationalistes, constituent la nouvelle règle d'or que Nicolas Sarkozy entend imposer à la droite française, le cadre qu'il entend tracer pour l'exercice d'une primaire de la droite et du centre.

de LR joue une nouvelle fois le réflexe plébiscitaire, contre les corps intermédiaires, les médiations démocratiques et la représentation nationale.

En conclusion, identité nationale, recul de l'Etat providence, contournement assumé des mé-

diations démocratiques et clin d'œil aux approches nationalistes, constituent la nouvelle règle d'or que Nicolas Sarkozy entend imposer à la droite française, le cadre qu'il entend tracer pour l'exercice d'une primaire de la droite et du centre.

M.B.

Une décision logique

Jean Pierre Raffarin a donc choisi Alain Juppé, pour la compétition qui s'engage à droite, dans la perspective des "primaires" de novembre prochain. C'est l'une des informations principales délivrées en marge de la réunion du Conseil National tenue par « Les Républicains », les 13 et 14 février derniers.

L'ancien Premier ministre s'engage donc, sans équivoque, dans la compétition interne qui s'annonce, derrière et en soutien du plus « chiraquien » des postulants. Cette initiative s'explique pour deux raisons majeures.

Au premier chef, le sénateur de la Vienne récuse la stratégie politique imposée par Nicolas Sarkozy, celle qui s'incarne dans le « ni-ni ». Cette stratégie conduit à ne pas choisir entre la gauche et l'extrême droite nationaliste, en cas de deuxième tour de scrutin, opposant un représentant du Parti socialiste à un candidat du Front national. Cette approche représente une faute aux yeux de Jean-Pierre Raffarin qui confirme ainsi ses prises de position lors des dernières élections régionales, mais aussi son parcours politique, fondé sur une aversion réelle pour les thèmes xénophobes et anti-européens de l'extrême droite.

Rappelons, de surcroît, qu'il a largement contribué, en complicité avec Alain Juppé, en 2002, à l'éclosion de l'UMP, au nom du rassemblement organique de la droite et du centre, en faveur d'un grand parti conservateur. Les termes de cette connivence n'ont pas changé depuis 14 ans.

D'autant - et c'est la deuxième raison - qu'il se reconnaît aussi pleinement dans les options économiques et sociales portées par Alain Juppé, celles qu'il a lui-même tenté de développer, lorsqu'il était Premier ministre de Jacques Chirac.

Jean-Pierre Raffarin est un conservateur, provincial, « girondin », partisan déclaré d'un virage économique libéral, incluant la marginalisation du rôle de l'État dans la vie économique. En marquant, dès maintenant, sa préférence pour le maire de Bordeaux, neuf mois avant l'échéance des « primaires », il envoie un signal clair. Alain Juppé est bien le candidat de la « raison conservatrice », sûre d'elle-même, et « droite dans ses bottes », celle qui déteste l'ISF.

M.B.

La Revue Socialiste

**Le numéro de ce mois-ci consacre un dossier spécial
à la situation des migrants et des réfugiés. À lire !**



MR. MME. Mlle.

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

TÉLÉPHONE

E-MAIL

Ci-joint mon règlement de la somme de euros par chèque à l'ordre de Solfé Communications – Revue socialiste

DATE :

SIGNATURE :



Gilles Finchelstein...

... est directeur général de la Fondation Jean-Jaurès, depuis 2000. Ancien élève de Sciences Po et titulaire d'une maîtrise de Droit social, il a été conseiller de plusieurs ministres. En 2009, il a publié *Le monde d'après, une crise sans précédent*, aux éditions Plon, en collaboration avec Matthieu Pigasse. L'ouvrage a été récompensé par le Prix du meilleur livre économique décerné par La Tribune et HE C, ainsi que par le Prix de l'Essai de *L'Express*. Il est également l'auteur de *La dictature de l'urgence* (Fayard, 2011) et de *Piège d'identité*, publié ces jours-ci chez Fayard.

« La dynamique, aujourd'hui, est du côté de l'identité, et non de l'égalité »



Votre livre analyse un système politique en mutation. On constate en France, désormais, une « tripartition » de la vie politique. Pour le comprendre, vous établissez que le clivage droite-gauche qui a structuré, depuis la Révolution française, les conflits politiques, est en train de s'affaiblir, au profit d'un clivage entre le peuple et les élites, qui fait le lit de tous les populismes. Comment l'expliquez-vous ?

Il faut sans doute partir de ce qui était une spécificité française : à la fin des années 70, plus qu'ailleurs, le clivage gauche-droite était vécu comme une sorte d'absolu à la fois pour des raisons idéologiques et pour des raisons historiques qui tenaient à l'éloignement de la gauche au pouvoir depuis le début de la Ve République. On a dans notre imaginaire un clivage gauche-droite qui couvre un champ infini, des oppositions irréductibles, des comportements

électorales faits de fidélité éternelle pour un camp ou pour l'autre. Cette situation a, je pense, définitivement vécu. En l'espace de trois décennies, il s'est passé une succession d'événements qui ont conduit à trois évolutions majeures.

Première série d'événements : le clivage gauche-droite a été relativisé, parce qu'il y a eu une multiplication, comme aucun autre pays n'en a connu, d'alternances ; que l'on a expérimenté, sur une période longue, la cohabitation qui voyait donc coexister, à l'intérieur même du pouvoir exécutif, la gauche et la droite ; et parce que, en 1988, puis, en 2007, on a eu ce qu'on a appelé des ouvertures, c'est-à-dire le franchissement de la frontière par un camp ou par l'autre.

Deuxième série d'événements : le clivage a été lézardé. Lézardé parce que des forces politiques qui le contestent ont émergé. C'est vrai de la constitution d'un centre autonome avec la création du Modem. C'est vrai, davantage encore, avec l'émergence et l'affirmation du Front national. Lézardé également parce que des questions politiques nouvelles sont venues traverser chacun des camps, au premier rang desquelles la question européenne, avec, en point d'orgue, les deux référendums et, notamment, le référendum de 2005.

Troisième série d'événements : le clivage a été à plusieurs reprises transcendé, c'est-à-dire que gauche et droite se sont rassemblées, soit sur de grands enjeux de politique extérieure - je pense notamment à la guerre en Irak -, soit sur des enjeux de politique intérieure et, notamment, pendant de nombreuses années, et encore pour la gauche jusqu'aux dernières élections régionales, par la constitution d'un front républicain contre le Front national. Tous ces phénomènes ont conduit le clivage gauche-droite non pas à disparaître, mais à connaître ce que j'appelle une dévaluation, comme une monnaie. Il était le clivage hégémonique, il est devenu un clivage parmi d'autres, concurrencé par d'autres et, notamment, par ce

qu'on peut appeler le clivage peuple-élite, mais qui peut avoir d'autres dénominations : Marine Le Pen appelle ça le clivage entre « les patriotes et les mondialistes » ; Jean-Luc Mélenchon appelle ça le clivage entre « le peuple et l'oligarchie ». Il y a, aujourd'hui, un climat populiste qui est une réalité. Il y a la volonté de substituer au clivage gauche-droite ce clivage populiste - ce que l'on a vu dans un certain nombre de pays, je pense notamment à l'Argentine avec la victoire de Péron après la Deuxième Guerre mondiale qui a conduit à une restructuration de tout le champ politique autour d'un autre clivage, et qui a perduré et qui perdure encore.

Ma conviction, c'est que les populistes ne l'emporteront pas - plus précisément, que Marine Le Pen ne sera pas élue en 2017 - et que donc ces deux clivages vont continuer de coexister et de s'affronter durablement.



La gauche et la droite sont affectées par cette évolution. Quels en sont les effets pour chaque tendance ?

Ily a, aujourd'hui, un climat populiste qui est une réalité. Il y a la volonté de substituer au clivage gauche-droite ce clivage populiste - ce que l'on a vu dans un certain nombre de pays, je pense notamment à l'Argentine avec la victoire de Péron après la Deuxième Guerre mondiale qui a conduit à une restructuration de tout le champ politique autour d'un autre clivage, et qui a perduré et qui perdure encore.

A gauche, cet affaiblissement du clivage et cette tripartition de l'espace politique posent au moins deux problèmes : un problème d'ordre stratégique qui est qu'on est dans le tripartisme, à cette nuance près - et c'est plus qu'une nuance ! - que la gauche n'est pas un parti, qu'elle est même divisée, sans doute de manière irréductible. Il y avait une tentation populiste de Jean-Luc Mélenchon avant 2012. Il y a un basculement populiste, aujourd'hui. Ce basculement a été théorisé : dans

son essai « Place au peuple », il explique que c'est maintenant le clivage entre le peuple et l'oligarchie qui est le clivage central. Ce basculement s'est traduit politiquement par le refus de se désister dans des seconds tours d'élections entre un candidat socialiste et y compris un candidat du FN. Ce basculement a enfin été symbolisé par la constitution d'un bouc émissaire - démarche typique de tous les mouvements populistes -, en

l'occurrence l'Allemagne prise en tant qu'entité indifférenciée.

On a une difficulté stratégique avec cette division irréductible, qui n'est pas spécifique à la France : on voit, sous des formes différentes et à des endroits différents de l'échiquier, mais de plus en plus souvent, la gauche saisie par le même dilemme qui est au fond d'accepter ou non de gouverner dans la réalité de la société et du rapport de force actuel. D'une certaine manière, ce qu'il se passe aux Etats-Unis dans les primaires démocrates entre Bernie Sanders et Hillary Clinton en est une illustration.

Ce qu'il s'est passé avec la victoire de Jeremy Corbyn dans le parti travailliste en a été une autre illustration. L'éclatement de Syriza à la gauche de la gauche a été la même illustration, avec la scission de Varoufakis. C'est la première conséquence pour la gauche.

Par ailleurs, la crise de la gauche a masqué pendant longtemps la crise de la droite qui me semble au moins aussi profonde. On se concentre sur la seule crise de leadership. Elle est réelle, mais il y a une crise plus profonde encore qui est à la fois une crise de stratégie, notamment de savoir quel est le discours qu'il faut tenir vis-à-vis du FN et, surtout, une crise de projet qui, pour beaucoup, s'est structurée autour de la place à accorder à la question de l'identité dont Nicolas Sarkozy, un peu en 2007, beaucoup à partir de 2010, énormément dans la campagne présidentielle de 2012 a voulu faire la question centrale, faisant tomber la droite dans ce que j'ai appelé le piège de l'identité dans lequel elle a perdu sa propre identité sans en tirer le moindre bénéfice électoral. Pourquoi ? Parce que crois que cela partait d'une erreur d'analyse : ce qui caractérise l'électorat du FN, aujourd'hui, et qui est une grande différence par rapport à tous les électors, c'est qu'il est beaucoup plus uni et beaucoup plus fidèle. Donc, ce n'est pas simple-

Ce qui caractérise l'électorat du FN, aujourd'hui, et qui est une grande différence par rapport à tous les électors, c'est qu'il est beaucoup plus uni et beaucoup plus fidèle. Donc, ce n'est pas simplement en lui faisant un clin d'œil préélectoral que l'on peut réussir à le détourner du FN. Il y a un combat politique, idéologique, culturel de beaucoup plus longue haleine qu'il faut engager.

ment en lui faisant un clin d'œil préélectoral que l'on peut réussir à le détourner du FN. Il y a un combat politique, idéologique, culturel de beaucoup plus longue haleine qu'il faut engager.

Qu'il y ait des moments d'unité nationale, comme il y en a eu après les attentats terroristes, c'est évidemment une nécessité. Qu'il y ait y compris des moments de désistement électoral comme la gauche l'a fait avec le front républicain, ça me paraît également une nécessité. Qu'il y ait des sujets de consensus national, moi-même je défends l'idée que, pour « déshystériser

» la question de l'identité, on essaie de trouver un consensus républicain sur les questions d'immigration ou de laïcité. Qu'il y ait, enfin, une pratique différente du clivage gauche-droite dans laquelle on soit moins sur des postures, où presque par réflexe, on considère que toute proposition venant du camp d'en face est une hérésie, je pense que c'est là encore une nécessité.

En revanche, l'idée de la « grande coalition à l'allemande », qui rencontre un certain succès média-

tique, dans les élites, me paraît une fausse bonne idée : pour qu'elle puisse avoir une application, la condition préalable serait l'adoption non pas d'une dose de proportionnelle, mais d'une proportionnelle intégrale qui empêcherait un camp d'avoir à lui seul la majorité, et donc, obligerait à la grande coalition. Or, on se retrouverait peu ou prou dans la situation qu'a connue la France sous la IV^e République, c'est-à-dire d'une démocratie sans alternance, une démocratie dans laquelle le seul pouvoir des électeurs serait de modifier à la marge le rapport de force dans la seule coalition qui peut gouverner, sauf à basculer réellement, comme seule alternative, dans le populisme et le FN. Je pense qu'il faut y regarder à deux fois avant de s'engager dans cette voie.



Comment expliquez-vous qu'il n'y a pas d'égalité sans identité partagée ?

Ma réflexion a évolué pendant l'écriture de cet essai. En commençant, je parlais de l'idée qu'il y avait un nouveau clivage, celui entre l'identité et l'égalité. En réalité, ce sont deux questions légitimes. La question de l'égalité l'est évidemment et même peut-être plus que jamais, contrairement à ce que l'on pense, au sens où on est dans une période, depuis une dizaine d'années, dans laquelle dans la plupart des pays du monde on assiste à une explosion des inégalités. Mais, la question de l'identité est aussi légitime dans un monde en désordre, dans une économie mondialisée : elle se pose d'ailleurs dans tous les pays, et donc la responsabilité de la gauche, c'est de ne pas l'éluider, c'est de l'aborder, à sa façon évidemment, mais de l'aborder.

J'ajoute que ce sont deux questions qui ne sont pas indépendantes mais liées. Les grandes institutions qui créent de l'égalité, de la solidarité - je pense notamment à la sécurité sociale - contribuent à constituer l'identité de la France. Quand on interroge les Français sur les éléments constitutifs de l'identité nationale, ils placent systématiquement dans le tiercé de tête la sécurité sociale. Et, dans l'autre sens, il y a un lien entre identité et égalité : pour que l'égalité soit au moins désirable, il faut qu'on ait le sentiment d'appartenir à un espace commun, d'avoir des liens, d'avoir donc une identité commune. La gauche ne peut donc pas faire l'impasse sur cette question-là.



Comment faire revivre le clivage gauche droite ?

Il faut avoir la lucidité de reconnaître que c'est très difficile, parce que la dynamique aujourd'hui est sans conteste du côté de l'identité, et pas du côté de l'égalité. Au point qu'on a une vision distordue des réalités. La place centrale accordée au débat sur l'identité a eu des effets : quand on interroge une quinzaine de pays, sur, par exemple, le nombre de musulmans qu'il y a

dans leur pays, la France est l'un de ceux dans lesquels l'écart entre la réalité et la perception est le plus important. Il y a aux alentours de 8 % de musulmans, les Français répondent en moyenne 31 %. Et, à l'inverse, on sous-évalue les questions d'égalité - par exemple, quand on demande au tiers des Français les plus modestes dans quelle partie de l'échelle des revenus ils se situent, 60 % d'entre eux répondent dans le tiers intermédiaire, voire supérieur.



Sur quelles pistes peut-on néanmoins réfléchir ?

Je plaide, d'une part, pour tenter de « déshystériser » ce débat sur l'identité, par exemple, en essayant de trouver un consensus républicain sur les questions d'immigration, notamment sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers, et sur les questions de laïcité. Quand on voit les politiques publiques qui

sont conduites sur les conditions de séjour, sur le droit d'asile, le regroupement familial, l'immigration économique, les étudiants - c'est-à-dire sur ces quatre grands critères d'entrée, il n'est pas impossible de trouver un consensus. Pas entre tous, peut être que ce sujet divisera, aussi et même d'abord la droite, mais c'est une démarche

qui serait utile à tenter.

Je plaide, d'autre part, pour repenser totalement la question de l'égalité, afin de la rendre de nouveau désirable. La gauche a pendant longtemps assimilé totalement la question de l'égalité à celle de la redistribution par la fiscalité. Après les réformes qui ont été conduites en 2012, dans lesquelles on a beaucoup augmenté la fiscalité et, notamment, la progressivité de la fiscalité, dans un contexte où l'on a plus de marge de manœuvre budgétaire, dans un climat dans lequel la sensibilité fiscale des Français est extrêmement forte, la gauche se trouve enfermée dans une impasse pour les années qui viennent.

Mais, il y a un immense champ sur lequel la gauche doit s'impliquer, qui est celui de l'égalité des chances - pas dans un sens libéral de l'éga-

lité des chances à la naissance, mais de l'égalité des chances à chaque étape de la vie. Et là, il y a beaucoup à faire ! La gauche ne peut pas se satisfaire d'une situation dans laquelle il y a davantage d'inégalités à la sortie de l'école qu'à l'entrée, dans laquelle la formation, alors même qu'on sait que c'est une clé de plus en plus importante dans une économie dans laquelle chacun va être amené à changer de métier, est deux fois plus ouverte aux cadres supérieurs qu'aux ouvriers. La gauche ne peut pas se satisfaire d'un accès à l'emploi dans lequel, l'étude de l'institut Montaigne l'a montré, les discriminations à l'embauche sont extrêmement fortes selon l'identité

présumée des candidats : un cv avec un nom de consonance arabe a quatre fois moins de chances de recevoir un rendez-vous qu'un nom d'origine française. La gauche ne peut pas se satisfaire non plus que les inégalités de patrimoine soient aussi importantes : 40 % des Français les plus modestes possèdent 2 % du patrimoine, c'est-à-dire n'ont rien à transmettre à leurs enfants. Là aussi, il y a une inégalité des chances considérable. Voilà un vaste chantier dans lequel la gauche peut se réinventer.

Propos recueillis par Bruno Tranchant



A ceux qui s'inquiètent de l'état de la démocratie et de la montée du populisme, s'interrogent sur ce qui reste du clivage entre la gauche et la droite et veulent voir le débat politique retrouver de la profondeur, Gilles Finchelstein livre ses réflexions dans un nouvel essai. A lire d'urgence !

L'ambition tapageuse de Marion Maréchal Le Pen

Deux tendances, deux sociologies électorales différentes. Ceux qui s'interrogent sur l'existence, au sein du Front national, de sensibilités politiques divergentes en seront sans doute pour leurs frais. Derrière une présumée lutte intestine entre deux factions rivales, incarnées par Florian Philippot, d'un côté, et Marion Maréchal Le Pen, de l'autre, transparait, au final, un jeu de dupes, dont l'unique objectif est de ratisser large.

L'objectif de Marine Le Pen est de faire avancer son mouvement, en s'appuyant sur deux lignes distinctes, en apparence, mais complémentaires, dans les faits : celle de son plus proche conseiller, qui prône un discours social, souverainiste, à mi-chemin entre la droite et la gauche, afin de s'attirer les grâces d'un électorat ouvrier et populaire. Et celle personnifiée par Marion Maréchal Le Pen, députée du Vaucluse, proche de Jean-Marie Le Pen, dont le discours est plus droitier, plus économiquement libéral et plus sensible à la question identitaire et à l'immigration que celui de son concurrent supposé. Fondamentalement, celle-ci incarne une ligne nationale et conservatrice, directement inspirée de celle de son grand-père, quand Philippot se plaît à dépasser les clivages.

Mais, qu'on ne s'y trompe pas. Ces deux là sont davantage dans la complémentarité que dans la rivalité, avec, en tête, l'idée de constituer un réseau d'élus locaux et de capitaliser pour obtenir de nouveaux ralliements. Si le premier cible, prioritairement, un public plus ouvrier que dans le sud, la seconde ne manque pas une occasion de se référer à la question identitaire et de l'immigration pour faire écho aux

attentes de son électorat, composé, pour l'essentiel, d'artisans, de commerçants et de pied-noir. « *Nous ne voulons pas de la PACA black-blanc-beur, mais de la PACA bleu-blanc-rouge* », déclarait ainsi la nièce de la présidente du FN, en juillet 2015, en lançant la campagne des régionales. Avant de se livrer à une saillie sans nuance : « *Nous vivons le remplacement continu d'une population par une autre qui importe avec elle sa culture. Merah, Kouachi, Coulibaly, Sali sont les enfants du regroupement familial et du droit du sol. L'Etat islamiste est la grossesse non désirée des Occidentaux* ».

Si le premier cible, prioritairement, un public plus ouvrier que dans le sud, la seconde ne manque pas une occasion de se référer à la question identitaire et de l'immigration pour faire écho aux attentes de son électorat, composé, pour l'essentiel, d'artisans, de commerçants et de pied-noir.

Islamophobie. Derrière cette rhétorique du « Grand remplacement », transparait une autre réalité : celle de figer la France dans une identité catholique. La France, ne cesse-t-elle de marteler, est une terre « *spirituellement chrétienne* ». C'est elle qui a forgé notre héritage et notre identité gréco-romaine. « *Et dans ces conditions, si des Français peuvent être musulmans et exercer leur foi, il faut qu'ils acceptent de le faire sur une terre qui est culturellement chrétienne. Ça implique, aujourd'hui, qu'ils ne peuvent pas avoir exactement le même rang que la religion catholique. Ne serait-ce que parce que nous avons des traditions populaires qui ont des connotations spirituelles qui peuvent s'exercer dans le cadre public, ce qui aujourd'hui ne peut pas être le cas de l'islam.* », renchérit-elle dans une interview accordée, le 20 novembre dernier, à *Présent*, quotidien de la presse nationale et chrétienne, qui marque un peu plus la ligne politique qu'elle représente au sein du FN. Au-delà, cette catholique pratiquante, qui a été

cing ans élève à l'institution traditionaliste Saint-Pie X à Saint-Cloud, ne manque pas d'atouts : sa personnalité politique, son agilité, sa médiatisation. Ce qui lui a permis de rassembler une alliance très large autour de son nom, en décembre dernier : des ex-UMP - à commencer par Olivier Bettati, ancien secrétaire national de l'UMP -, des identitaires - dont le dangereux Philippe Vardon, figure du mouvement au passé radical -, et des soutiens de la Manif pour tous. « *Cet événement, auquel elle a participé, a mis en branle un arc des droites allant des démocrates-chrétiens à l'Œuvre française. Cet ensemble est soudé par un catholicisme identitaire et sa critique du libéralisme culturel* », explique l'historien Nicolas Lebourg (*Libération*, 14 novembre 2015).

C'est cette même benjamine de l'Assemblée nationale qui défilait, dans les manifestations contre le mariage pour tous, aux côtés d'intégristes musulmans de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) et des intégristes catholiques de Civitas et Alliance Vita. Des mouvements qui ont pour point commun d'instrumentaliser la religion à des fins politiques pour porter un projet de société à visée réactionnaire.

De réaction, il est encore question dans sa conception de la laïcité qui fait deux poids deux mesures, selon qu'elle s'adresse à l'islam ou aux catholiques.

Autant dire que le principe de séparation des églises et de l'Etat, qui établit une franche distinction entre sphères publique et privée, afin de préserver la liberté de conscience de chacun, est étranger à la doctrine de la parlementaire frontiste, qui privilégie l'alliance avec les intégristes de tous bords pour combattre les fondements mêmes de la loi de 1905. Au fond, celle-ci n'est qu'un moyen que l'intéressée détourne allègrement de son but pour en faire

une arme de « destruction massive » identitaire.

Logorrhée libérale. Mais, c'est sur un autre terrain, celui de l'économie, que Marion Maréchal Le Pen marque sa différence avec le bloc souverainiste incarné par Florian Philippot. Soucieuse de siphonner l'électorat de droite et de complaire à une partie de sa clientèle politique, composée d'artisans, de commerçants et de patrons de TPE-PME, elle affiche un discours ouvertement libéral qui ne se différencie, au fond, qu'à la marge de celui de son grand-père, aux accents poujadistes.

« *On sait qu'elle a exprimé à plusieurs reprises des réserves quant à la proposition de sortie de*

Le principe de séparation des églises et de l'Etat, qui établit une franche distinction entre sphères publique et privée, afin de préserver la liberté de conscience de chacun, est étranger à la doctrine de la parlementaire frontiste, qui privilégie l'alliance avec les intégristes de tous bords pour combattre les fondements mêmes de la loi de 1905.

l'euro qui est encore au cœur du programme du FN, constate Gilles Ivaldi, chercheur au CNRS et co-auteur des *Faux semblants du Front national* (*Challenge*, 7 décembre 2015). *Elle sait que cette proposition continue d'isoler le FN et constitue un frein important à une alliance avec la droite parlementaire au plan local.* » Une singularité d'autant plus utile qu'elle répond à une double stratégie : la défense, à l'échelle nationale, d'un programme étatiste, plus à gauche,

autour du maintien des services publics, notamment, dont l'ambition est de mettre en porte-à-faux droite et gauche réunies, et, au niveau local, un projet plus classique privilégiant la réduction de la fiscalité et de la bureaucratie, en ciblant, plus particulièrement, les petits entrepreneurs. Ces mesures, plus compatibles avec la droite classique, ont pour finalité de favoriser des alliances futures avec des élus divers droite ou issus des rangs de LR.

Cette ligne libérale-conservatrice était déjà celle de son grand-père, qui n'hésitait pas à se réclamer de Reagan et Thatcher, dans les années 80. Le projet qu'elle a déployé dans le cadre des régionales prévoyait, de ce point de

vue, un soutien massif aux petites entreprises, artisans et commerçants, une formation professionnelle recentrée sur les besoins des entreprises et le patriotisme économique régional. Vision, on ne peut plus classique d'une région « guichet », fondée sur la multiplication des aides et subventions. Rien, en revanche, sur l'innovation, l'entrepreneuriat ou l'accès des entreprises aux marchés étrangers. L'essentiel de ses priorités a porté sur l'industrie. De quoi surprendre quand on sait que la croissance économique des pays développés est principalement portée par les services et les technologies.

Marion Maréchal Le Pen, incarnation d'une ligne nationale-conservatrice ? Elle « est au confluent des droites catholiques et identitaires, résume Nicolas Lebourg (*Politique ma-*

gazine, 2 février). Elle fédère un « bloc des droites » qui entre en concurrence avec les tenants d'une ligne « ni droite, ni gauche » nombreux au sein du Front national. Son libéralisme économique – pas très différent de celui qu'affichait son grand-père – et son conservatisme sur le plan des mœurs, qui s'est affirmé dans l'opposition à la loi Taubira, vont dans cette logique. » Au fond, renchérit le politologue Jean-Yves Camus, « elle est une assez bonne synthèse entre la nouveauté qu'elle incarne par son âge et la continuité qu'elle représente grâce au soutien de son grand-père. Elle est d'ailleurs peu éloignée des idées du président d'honneur du FN, mis à part – et c'est fondamental – sur les questions qui fâchent. » (*Le Figaro*, 13 avril 2015).

Bruno Tranchant